



GRANDS LACS Malgré un accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, ainsi que des négociations au Qatar avec la rébellion de l'AFC-M23, celle-ci poursuit ses opérations militaires dans l'est de la RDC. Mais les États-Unis sont impliqués dans la résolution du conflit, non sans intérêt.

A lors que l'accord de Washington a été signé en grande pompe le 4 décembre, la rébellion politico-militaire de l'AFC (Alliance fleuve Congo)-M23 a réalisé une nouvelle avancée dans le Sud-Kivu la semaine dernière, provoquant une vague de réfugiés vers le Burundi voisin, qui se sent menacé. Les États-Unis ont directement mis en cause le Rwanda, mais la situation est toujours instable, malgré les discussions toujours en cours à Doha entre Kinshasa et l'AFC-M23. François Polet, coordinateur de l'ouvrage *Nouvelle Géopolitique de l'Afrique* (Syllepse, 2025), livre quelques clés de compréhension.

Mardi, le M23 a annoncé son retrait unilatéral de la ville d'Uvira, qu'il avait conquise quelques jours plus tôt. Comment interpréter ce revirement ?

Dans ce cas, ce sont vraiment les pressions américaines qui ont pesé. L'AFC-M23 est engagée dans un processus de négociations à Doha auquel les États-Unis participent. Ils ont fait pression sur le M23 et sur le Rwanda, sachant que la relation entre le mouvement rebelle et les autorités rwandaises n'est plus à démontrer. L'ambassadeur américain au Conseil de sécurité de l'ONU et Marco Rubio ont été explicitement critiques, voire menaçants à l'égard du Rwanda. Le secrétaire d'État a parlé d'une violation flagrante de l'accord qui vient d'être signé. Le M23



Le 15 décembre à Uvira, en RDC, des membres armés de l'AFC-M23, DANIEL BUUMA/GETTY IMAGES/AFP

ENTRETIEN

« Le pari de Kinshasa semble gagnant »

a d'ailleurs précisé que son retrait (annoncé) d'Uvira répondait à la demande des États-Unis.

Quels étaient les objectifs du M23 et de son soutien rwandais en prenant Uvira ?

Ils font l'objet de débats et de conjectures, c'est la grande question depuis le début de la rébellion fin 2021. Ce sont des agendas cachés par définition. Il s'agit d'accroître la pression sur la RDC dans le cadre des négociations en cours à Doha, car l'AFC-M23 voudrait arracher des concessions aux autorités congolaises. Il y a sans doute aussi pour le M23 un plan d'occupation du Nord- et du Sud-Kivu, et une prise de pouvoir sur le long terme, aux niveaux administratif, sécuritaire, économique. Et cela renvoie au contenu des négociations.

L'AFC-M23 parle de « libération » de ces territoires, de « protection » des populations...

Oui, c'est un élément de langage du M23, une motivation officielle : la protection des populations tutsis. Cela pourrait être crédible dans les régions où il existe une minorité tutsi digne de ce nom, moins dans d'autres où il n'y en a pas. Dans ce cas, le langage évolue vers une « libération de la population congolaise d'une gouvernance autoritaire et corrompue de Kinshasa ». L'AFC-M23 module en permanence son discours et ses revendications en fonction du contexte et des interlocuteurs.

Vous évoquez Doha, dont l'objectif est de négocier pour une paix entre l'AFC-M23 et Kinshasa : est-ce possible et quels sont les nœuds des discussions ?

Si on voit le verre d'eau à moitié plein, il y a eu le 15 novembre la signature d'une feuille de route, mais il faut voir dans quelle mesure cela a un impact sur le terrain. Le nœud de la négociation est la question du pouvoir qui pourrait être transféré à l'AFC-M23 dans la gestion du Nord- et du Sud-Kivu. Il existe une revendication d'autonomie, qui assurerait la domination politique et administrative de la région. Mais cela est totalement inacceptable pour les autorités de Kinshasa, qui veulent un rétablissement de l'autorité de l'État sur tout le territoire, mais qui ont peu d'options militaires pour déloger le M23.



Le Burundi a accusé le Rwanda face à l'avancée du M23. Y a-t-il un risque d'embrassement régional, alors que les relations entre les deux pays sont déjà très tendues ?

FRANÇOIS POLET
Sociologue et chargé d'études au Centre tricontinental en Belgique

Cette menace est également avancée par plusieurs responsables internationaux. On peut craindre qu'un front direct s'ouvre entre le Rwanda et le Burundi, mais pas au-delà. Par ailleurs, le rapport de force militaire est trop défavorable au Burundi.

18 000 soldats burundais étaient jusqu'à tout récemment aux côtés de l'armée congolaise, mais officiellement pour lutter contre une rébellion, pas contre le Rwanda – même si dans les faits, c'est déjà ce qui se produit.

Le 4 décembre a été signé l'accord de paix de Washington, avec les présidents rwandais et congolais, Paul Kagame et Félix Tshisekedi, et Donald Trump. Est-ce vraiment un accord de paix ?

Ça l'est dans la mesure où il y a un engagement des deux parties pour cesser les hostilités. Est-il sincère ? Je ne le pense pas. Les autorités congolaises et rwandaises ont une volonté de l'emporter sur le terrain et continuent à s'armer. Côté RDC, il existe l'espoir que cet accord, à travers la pression diplomatique des États-Unis, contribue au retrait des troupes rwandaises et à la fin du soutien à l'AFC-M23, et donc à mettre sous pression ce dernier. Sans l'appui du Rwanda, le M23 serait sans doute prêt à davantage de concessions à Doha. Il ne faut pas oublier qu'en 2013 le M23 a été battu militairement par une coalition formée de l'armée congolaise et la force onusienne de la Monusco (mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo – NDLR).

Quels avantages Paul Kagame tire-t-il de cet accord ?

Tout d'abord, les pressions du Qatar et des États-Unis sont importantes. Diplomatiquement, refuser ces négociations serait coûteux en termes d'image à l'international. L'autre objectif est sans doute une forme de normalisation, de sécurisation du rôle du Rwanda en tant que maillon essentiel des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques en provenance du Congo. Il y a un volet d'intégration économique régionale dans cet accord qui va dans le sens d'une collaboration, d'une complémentarité en matière d'extraction et de commercialisation des minerais entre la RDC et le Rwanda.

C'est aussi l'intérêt de Donald Trump, qui ne l'a pas caché...

Absolument. Pour les États-Unis, il y a cet enjeu de sécuriser l'accès aux minerais stratégiques. Le 4 décembre, un partenariat stratégique a été aussi signé entre États-Unis et RDC sur ce sujet. À ce titre, on peut dire que le pari de Tshisekedi d'impliquer les États-Unis en offrant l'accès aux ressources naturelles en échange de protection vis-à-vis du Rwanda semble commencer à porter ses fruits, au vu de la réaction états-unienne, mais c'est au prix d'une perte de souveraineté. Même s'il est encore tôt pour juger de la suite des événements. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BENJAMIN KÖNIG

Ces fonds verts qui financent le génocide à Gaza

ARMEMENT Une enquête publiée mercredi par plusieurs médias, dont Mediapart, lève le voile sur 50 milliards d'euros d'épargne durable détournés pour la construction de drones et de bombes. Israël a bénéficié du pactole pour assassiner des Palestiniens.

Détourner des sommes pharaoniques destinées à l'environnement afin de fabriquer des armes, qui plus est dans le but de commettre un génocide contre le peuple palestinien. Le scandale semble à peine croyable. C'est pourtant ce qu'ont révélé nos confrères de Mediapart dans une enquête dévoilée mercredi en collaboration avec Voxeurop, IrpiMedia et *El País*. Un total de 49,8 milliards d'euros issus de fonds verts des banques françaises et continentales a ainsi été récemment investi dans le domaine de la défense, avec la bénédiction de la Commission européenne.

« BRUXELLES VERDIT DES MARCHANDS D'ARMES »

Concrètement, les épargnants qui ont contribué à ces fonds ont en réalité financé la guerre plutôt que la préservation de la planète qu'ils pensaient soutenir. Parmi les gestionnaires d'actifs les plus concernés par cette manœuvre sournoise, on retrouve par exemple la société états-unienne BlackRock, à hauteur de 3 milliards d'euros. Côté français, le Crédit agricole, le Crédit mutuel ou encore le groupe BCE – Banque populaire

et la Caisse d'épargne – sont également de la partie. Aucune d'entre elles n'a commenté ces informations.

Résultat : 104 entreprises du secteur militaire ont bénéficié du pactole, dont 50 % rien que pour 27 sociétés européennes. Et c'est le fabricant d'armes français Safran qui rafle la mise avec 5,6 milliards d'euros, utilisés donc pour produire des bombes et des drones, devant le britannique Rolls-Royce (4,09 milliards) et l'allemand Rheinmetall (4,05 milliards). Même le géant européen de l'aéronautique, le groupe Airbus – et ses activités particulièrement émettrices de gaz à effet de serre –, figure sur la liste. Pire, certains de ces fabricants ont établi des contrats avec Israël pour fournir des armes : l'argent investi dans ces fonds verts a en définitive servi en partie à détruire la bande de Gaza, à assassiner des dizaines de milliers de civils gazaouis en toute impunité

Côté français, le Crédit agricole, le Crédit mutuel ou encore le groupe BCE sont de la partie.

et à persécuter les Palestiniens en Cisjordanie occupée.

L'enquête de citer Rolls-Royce, qui, « par l'intermédiaire de sa filiale allemande MTU, fournit pour sa part des composants pour les chars israéliens », mais plus largement 25 fonds verts européens, qui « ont investi 23 millions d'euros dans l'entreprise de défense israélienne Elbit Systems, laquelle fournit notamment des bombes et des munitions à l'armée israélienne ». L'un d'eux, sous la houlette de la banque française BNP Paribas, a investi 203 000 euros dans cette société.

Toutes ces opérations procèdent, d'après les médias précités, d'un « verdissement des marchands d'armes par Bruxelles », conséquence d'une « offensive de lobbying et de communication parfaitement exécutée ». La complicité de génocide, de crime de guerre et de crime contre l'humanité a un sens. Ce travail fouillé le prouve. Alors que les établissements bancaires et autres investisseurs sont déjà pointés du doigt pour ne pas agir suffisamment face au réchauffement planétaire, cette situation est d'autant plus inconcevable que les milliards destinés à cet usage initial sont redirigés en vue de semer la terreur. ■

ANTOINE PORTOLES



Juin 2024, au salon Eurosatory. Le français Safran rafle la mise avec 5,6 milliards d'euros pour la construction d'armes de guerre. BRUNO LEVESQUE/IF3